

Table des matières

Introduction	35
1. La notion de rémunération en droit de la sécurité sociale	35
2. La notion de rémunération en droit fiscal	36
2.1. <i>Principes</i>	36
2.2. <i>Cotisation sur les commissions secrètes</i>	37
3. La notion de rémunération en droit du travail.....	38

Chapitre 1

Avantages en nature <i>stricto sensu</i>	39
1. Principes	40
2. Limites.....	41
3. Aspects de sécurité sociale.....	41
4. Traitement fiscal.....	41
5. Déductibilité.....	43
6. Que se passe-t-il en cas de suspension du contrat de travail ?.....	43

Chapitre 2

Avantages non récurrents liés aux résultats	45
1. Champ d'application.....	46
1.1. <i>Travailleurs</i>	46
1.2. <i>Employeurs</i>	46
1.3. <i>Employeurs exclus</i>	47
2. Définition du système d'avantages liés aux résultats.....	47
2.1. <i>Critère objectif</i>	47
2.2. <i>Collectif</i>	48
2.3. <i>Non récurrent</i>	48
3. Objectifs	48
3.1. <i>Objectifs exclus</i>	49
3.2. <i>Objectifs concernant le bien-être des travailleurs au travail</i>	49
3.3. <i>Objectifs en lien avec la mobilité</i>	50
3.4. <i>Exemples d'objectifs</i>	50
3.4.1. <i>Objectifs d'ordre économique et financier</i>	50

Les rémunérations alternatives – 2024

3.4.2. Objectif visant l'amélioration de la performance collective et de l'image de marque de l'entreprise	50
3.4.3. Objectifs liés au bien-être au travail et à la sécurité	52
3.4.4. Objectifs liés à la responsabilité sociétale des entreprises, à la protection de l'environnement/à l'écologie	52
3.4.5. Objectifs liés à la mobilité	52
3.4.6. Objectifs liés à d'autres défis sociaux	53
4. Instauration du système	53
4.1. Initiative	53
4.2. Instauration par convention collective de travail	54
4.3. Instauration par acte d'adhésion	55
4.3.1. Mentions obligatoires	55
4.3.2. Procédure	55
4.3.3. Contrôle de forme et contrôle marginal	64
4.3.4. Information des travailleurs	64
4.4. E-bonus : dépôt par voie électronique	64
4.4.1. Acte d'adhésion	64
4.4.2. Convention collective de travail	65
5. Le plan d'octroi	66
5.1. Mentions obligatoires	66
5.1.1. Groupe cible	66
5.1.2. Objectifs	66
5.1.3. Période de référence	66
5.1.4. Méthode de suivi et de contrôle	67
5.1.5. Procédure applicable en cas de contestation des résultats	68
5.1.6. Avantages	68
5.1.7. Modalités de calcul des avantages	68
5.1.8. Moment et modalités de calcul	71
5.1.9. Durée de validité du plan	71
5.2. Mentions facultatives	71
6. Possibilité de modifier les objectifs ou les niveaux à atteindre	71
6.1. Plan d'octroi introduit par convention collective de travail	71
6.2. Plan d'octroi introduit par acte d'adhésion	72
7. Pas en remplacement ou en conversion de la rémunération existante	72
8. Traitement social et fiscal	73
8.1. Traitement social	73
8.2. Traitement fiscal	74
8.3. Dépassement du plafond	75
8.4. Occupation chez plusieurs employeurs	75
8.5. Distribution de l'exonération fiscale dans l'impôt final	75

9.	Information des travailleurs.....	76
9.1.	Mentions obligatoires.....	76
9.2.	Document social.....	76
10.	Droit du travailleur et interaction avec les autres législations.....	77
10.1.	Revenu minimum mensuel moyen.....	77
10.2.	Travailleurs intérimaires.....	77
10.3.	Cas du transfert d'entreprise.....	78
10.4.	Travailleurs étrangers.....	78
11.	Modèles.....	79
11.1.	Convention collective de travail.....	79
11.2.	Acte d'adhésion.....	84
11.3.	Fiche d'information à remettre au travailleur à l'échéance de la période concernée pour l'octroi d'un avantage non récurrent lié aux résultats.....	90

Chapitre 3

Cadeaux et libéralités.....	91
1. Cadeaux et chèques-cadeaux.....	92
1.1. Aspects de sécurité sociale.....	92
1.1.1. Saint-Nicolas, Noël ou Nouvel An.....	92
1.1.2. Distinction honorifique.....	93
1.1.3. Mise à la retraite.....	93
1.1.4. Dispositions communes.....	94
1.2. Traitement fiscal.....	96
1.2.1. Dans le chef du travailleur.....	96
1.2.2. Dans le chef de l'employeur.....	98
1.3. Synthèse.....	98
2. Libéralités.....	99
2.1. Aspects de sécurité sociale.....	99
2.2. Traitement fiscal.....	101
3. Aspects de droit du travail.....	102

Chapitre 4

Droits d'auteur.....	103
1. Notion de droits d'auteur et cessibilité.....	104
1.1. Types de droits.....	104
1.1.1. Le droit patrimonial.....	104
1.1.2. Le droit moral.....	104
1.2. Titulaire du droit d'auteur dans le cadre de la relation de travail.....	104
1.2.1. Principe : le travailleur.....	104
1.2.2. Exception : l'employeur.....	105
1.3. Cession des droits d'auteur.....	105

Les rémunérations alternatives – 2024

2.	Aspects de sécurité sociale	106
2.1.	<i>Position de la Cour de cassation depuis 2014</i>	106
2.2.	<i>Nouvelle réglementation depuis le 1^{er} janvier 2023</i>	106
2.2.1.	<i>Pas en remplacement</i>	106
2.2.2.	<i>Champ d'application</i>	107
2.2.3.	<i>Limitation du montant</i>	107
2.2.4.	<i>Déclaration</i>	108
2.2.5.	<i>Exception à la condition de non-remplacement</i>	108
2.2.6.	<i>Possibilité de régularisation (amnistie)</i>	109
3.	Traitement fiscal	110
3.1.	<i>Limitation du champ d'application</i>	110
3.1.1.	<i>Régime avant 2023</i>	110
3.1.2.	<i>Nouveau régime</i>	111
3.2.	<i>Précompte mobilier</i>	112
3.2.1.	<i>Régime avant 2023</i>	112
3.2.2.	<i>Nouveau régime</i>	112
3.2.3.	<i>Régime transitoire d'un an</i>	115
3.2.4.	<i>Déclaration et paiement</i>	115
3.2.5.	<i>Fiche fiscale (revenus 2023)</i>	116
4.	Droit du travail	116
4.1.	<i>Principes</i>	116
4.2.	<i>Prise en compte dans le calcul de l'indemnité compensatoire de préavis</i>	117
4.3.	<i>Prise en compte pour le respect du salaire minimum</i>	117

Chapitre 5

Éco-chèques	119	
1.	Éco-chèques sous forme électronique	120
2.	Aspects de sécurité sociale	121
2.1.	<i>Conditions d'exonération</i>	121
2.1.1.	<i>Remplacement</i>	121
2.1.2.	<i>Conditions à remplir</i>	122
2.1.3.	<i>Sanction</i>	123
3.	Traitement fiscal	123
3.1.	<i>Dans le chef du travailleur</i>	123
3.2.	<i>Dans le chef de l'employeur</i>	123
4.	Mode de calcul du nombre d'éco-chèques à octroyer aux travailleurs	124
4.1.	<i>Travail à temps partiel</i>	124
4.2.	<i>Entrées, sorties, changements de catégorie et suspensions de contrat</i>	124
4.3.	<i>Problème des arrondis</i>	125
4.4.	<i>Modalités particulières de paiement</i>	126

5. Information des travailleurs.....	126
6. Liste des produits et services écologiques pouvant être acquis avec des éco-chèques.....	126
7. Modèles.....	129
7.1. <i>Convention collective de travail concernant l'octroi d'éco-chèques</i>	129
7.2. <i>Convention individuelle relative à l'octroi d'éco-chèques électroniques</i>	134
8. Éco-chèques accordés à des dirigeants d'entreprise indépendants.....	138
9. Éco-chèque <i>versus</i> titre-repas.....	138
10. Aspects de droit du travail.....	139

Chapitre 6

Enfants	141
1. Crèches d'entreprise	142
1.1. <i>Traitement fiscal</i>	142
1.1.1. <i>Dans le chef du travailleur</i>	142
1.1.2. <i>Dans le chef de l'employeur</i>	143
1.2. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	144
1.3. <i>Aspects de droit du travail</i>	145
2. Intervention dans les frais de crèche	145
2.1. <i>Traitement fiscal</i>	145
2.1.1. <i>Dans le chef du travailleur</i>	145
2.1.2. <i>Dans le chef de l'employeur</i>	147
2.2. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	147
2.3. <i>Le plan SEMA de la Communauté française</i>	147
2.3.1. <i>Principe</i>	147
2.3.2. <i>Convention de collaboration</i>	147
2.3.3. <i>Types de places</i>	148
2.3.4. <i>Intervention de l'employeur et abattement fiscal</i>	148
2.3.5. <i>Nombre de places limité</i>	149
2.4. <i>Projet pilote en Wallonie</i>	149
2.5. <i>Achat ou location de places au sein des milieux d'accueil néerlandophones</i>	150
2.6. <i>Aspects de droit du travail</i>	150
3. Garde d'enfants (malades)	150
3.1. <i>Traitement fiscal</i>	150
3.1.1. <i>Dans le chef du travailleur</i>	150
3.1.2. <i>Dans le chef de l'employeur</i>	151
3.2. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	151
4. Allocations familiales extralégales	151
4.1. <i>Définitions</i>	151

Les rémunérations alternatives – 2024

4.2. Aspects de sécurité sociale.....	152
4.2.1. Généralités.....	152
4.2.2. Position de l'ON.S.S.....	152
4.2.3. Position de la jurisprudence.....	153
4.2.4. Distinction entre les travailleurs : quel impact sur l'exonération sociale ?	154
4.2.5. Allocations familiales extralégales et plan cafétéria.....	154
4.3. Traitement fiscal.....	155
4.3.1. Dans le chef du travailleur.....	155
4.3.2. Dans le chef de l'employeur.....	155
4.4. Conseil.....	156
4.5. Modèle.....	156
5. Intervention dans les frais de scolarité et d'études	157
5.1. Traitement fiscal.....	157
5.1.1. Dans le chef du travailleur.....	157
5.1.2. Dans le chef de l'employeur.....	158
5.2. Aspects de sécurité sociale.....	158
5.2.1. Généralités.....	158
5.2.2. Jurisprudence.....	158
6. Prime de naissance.....	160

Chapitre 7

Frais propres à l'employeur.....	161
1. Notion et considérations générales.....	162
1.1. Traitement fiscal.....	162
1.1.1. Types de remboursement.....	163
1.1.2. Fiches fiscales.....	164
1.1.3. Ruling fiscal.....	166
1.1.4. Accord avec le contrôleur fiscal local ?.....	172
1.1.5. Conciliation fiscale.....	172
1.2. Aspects de sécurité sociale.....	174
1.2.1. Principe.....	174
1.2.2. Forfaits.....	174
1.2.3. Forfaits O.N.S.S. : quelle qualification au niveau fiscal ?	175
1.3. Charge de la preuve.....	176
1.3.1. Au niveau social.....	176
1.3.2. Au niveau fiscal.....	176
1.4. Conseil.....	177
1.5. Modèle : convention de remboursement de frais.....	178
1.6. Aspects de droit du travail.....	180
1.7. Mode de remboursement : monnaie scripturale.....	181

2.	Frais de parking	181
2.1.	Aspects de sécurité sociale	181
2.2.	Traitement fiscal	182
3.	Frais de réception	182
3.1.	Traitement fiscal	182
3.2.	Aspects de sécurité sociale	182
4.	Frais de séjour	183
4.1.	Frais de séjour pour missions en Belgique	183
4.1.1.	Aspects de sécurité sociale	183
4.1.2.	Traitement fiscal	186
4.1.3.	Cas particulier du voyage collectif	190
4.2.	Remboursement de frais exposés pendant des voyages de service à l'étranger	191
4.2.1.	Traitement fiscal	191
4.2.2.	Aspects de sécurité sociale	198
4.2.3.	Cumul avec des titres-repas	198
4.2.4.	Cumul avec un remboursement sur la base de justificatif	199
4.2.5.	Montants (depuis le 15 février 2023)	199
4.2.6.	Cas particulier du séminaire organisé à l'étranger	199
4.2.7.	Cas particulier des voyages à l'étranger qui sont offerts en exécution de contrats de sponsoring à des sponsors ou à leurs invités	200
4.2.8.	Cas particulier des indemnités octroyées dans le secteur du transport et des autocars à des chauffeurs effectuant des déplacements internationaux	203
5.	Frais de déplacements professionnels	205
5.1.	Montant utilisé par l'État	206
5.2.	Montant applicable dans le secteur privé	206
5.2.1.	Obligation sectorielle ?	206
5.2.2.	Obligation au niveau de l'entreprise ?	206
5.3.	Montant accepté au niveau social et fiscal	206
5.3.1.	Traitement fiscal	207
5.3.2.	Aspects de sécurité sociale	209
5.4.	Déplacements à vélo	210
5.5.	Borne de chargement sur le lieu de travail	211
5.5.1.	Aspects de sécurité sociale	211
5.5.2.	Traitement fiscal	211
5.6.	Cas particulier du déménagement de l'entreprise : indemnité kilométrique	211
6.	Indemnités pour travailleurs à domicile et télétravailleurs	211
6.1.	Travail à domicile	211
6.1.1.	Définition	211
6.1.2.	Traitement fiscal	212
6.1.3.	Aspects de sécurité sociale	212

Les rémunérations alternatives – 2024

6.2. Télétravail structurel	213
6.2.1. Définition	213
6.2.2. Traitement fiscal.....	213
6.2.3. Aspects de sécurité sociale	221
6.2.4. Tableau	222
6.3. Télétravail occasionnel.....	223
6.3.1. Définition	223
6.3.2. Traitement fiscal.....	223
6.3.3. Aspects de sécurité sociale	223
6.3.4. Tableau	224
7. Frais de représentation.....	224
7.1. Aspects de sécurité sociale.....	225
7.1.1. Utilisation d'un bureau personnel	225
7.1.2. Utilisation du smartphone (ou G.S.M.) à des fins professionnelles	225
7.1.3. Utilisation à des fins professionnelles d'un P.C. et d'une connexion Internet privés	226
7.1.4. Garage	226
7.1.5. Parking et carwash	226
7.1.6. Littérature spécialisée et documentation	227
7.1.7. Frais de représentation stricto sensu	227
7.1.8. Frais de représentation « internes »	227
7.2. Traitement fiscal.....	228
7.2.1. Frais pour travail à domicile (« Home office »)	228
7.2.2. Petits frais de représentation	228
7.2.3. Utilisation du smartphone (ou G.S.M.) à des fins professionnelles	228
7.2.4. Utilisation à des fins professionnelles d'un P.C. privé	229
7.2.5. Frais accessoires de voiture.....	229
7.2.6. Points communs	229
8. Vêtements de travail et entretien	230
8.1. Généralités	230
8.1.1. Notion	230
8.1.2. Obligations de l'employeur.....	231
8.2. Aspects de sécurité sociale.....	231
8.2.1. Généralités.....	231
8.2.2. Montants.....	232
8.2.3. Hypothèses concrètes	233
8.3. Traitement fiscal	234
8.3.1. Dans le chef du travailleur	234
8.3.2. Dans le chef de l'employeur	234
8.4. Vêtement avec le logo de l'employeur.....	236

8.5. Coronavirus : masques et gels mis à disposition ou remboursés par l'employeur	236
8.5.1. Mise à disposition des masques et du gel versus remboursement	236
8.5.2. Entretien des masques	237
9. Tableau récapitulatif (1^{er} juillet 2024).....	237
10. Cas particulier en cas de travail international.....	238
10.1. Cadres étrangers.....	238
10.1.1. Contexte	238
10.1.2. Travailleurs étrangers et dirigeants d'entreprise étrangers.....	239
10.1.3. Chercheurs étrangers (« chercheurs impatriés »).....	241
10.1.4. Fiche fiscale (revenus 2023).....	242
10.1.5. Sort de l'ancien régime spécial de 1983.....	242
10.1.6. Aspects de sécurité sociale	243
10.2. Les indemnités de frais dans le cadre des détachements à l'étranger.....	243
10.2.1. Aspects de sécurité sociale	243
10.2.2. Traitement fiscal.....	245
10.2.3. Aspects de droit du travail	246
11. Annexe : montants forfaitaires en cas de voyages d'affaires à l'étranger	251

Chapitre 8

Habitation.....	259
1. Aspects de sécurité sociale.....	260
1.1. Généralités	260
1.2. Concierges.....	261
1.3. Logement partagé par deux travailleurs.....	261
1.4. Mise à disposition d'une caravane (concierge).....	261
2. Traitement fiscal.....	262
2.1. Disposition gratuite d'un immeuble ou d'une partie d'immeuble.....	262
2.1.1. Généralités.....	262
2.1.2. Forfait fiscal.....	265
2.1.3. Questions particulières	266
2.2. Fourniture gratuite du chauffage et de l'électricité utilisée à des fins autres que le chauffage	267
2.2.1. Évaluation forfaitaire.....	267
2.2.2. Évaluation sur la base de la valeur réelle	268
2.2.3. Tableau	269
2.2.4. Logement partagé par deux travailleurs	270
2.2.5. Conseil et remarque.....	270
2.3. Exemple.....	270
2.4. Disposition gratuite de domestiques, de jardiniers, de chauffeurs, etc.....	271
2.5. Déductibilité.....	271

Les rémunérations alternatives – 2024

2.6. Fiche fiscale (revenus 2023).....	271
2.7. Aspects de droit du travail.....	272
2.8. Partie du loyer payée par la société au dirigeant d'entreprise à la suite de la location du bien immobilier bâti.....	272
2.8.1. Principe.....	272
2.8.2. Calcul.....	273
2.8.3. Cas particuliers.....	274

Chapitre 9

Options sur actions – Warrants – Cession d'actions	275
1. Options sur actions (stock-options)	276
1.1. Traitement fiscal.....	277
1.1.1. Moment de l'imposition.....	277
1.1.2. Évaluation de l'avantage.....	280
1.1.3. Prélèvement professionnel.....	283
1.1.4. Fiches fiscales (revenus 2023).....	285
1.2. Aspects de sécurité sociale.....	287
2. Cession d'actions	288
2.1. Traitement fiscal.....	288
2.1.1. Cession d'actions avec décote.....	288
2.1.2. Attribution ou souscription d'actions à prix réduit dans le cadre de l'article 609 du Code des sociétés.....	289
2.2. Aspects de sécurité sociale.....	290
2.2.1. Cession d'actions avec décote.....	290
2.2.2. Attribution ou souscription d'actions à prix réduit dans le cadre de l'article 609 du Code des sociétés.....	290
2.3. Cas particulier : actions octroyées par une société mère établie à l'étranger.....	290
2.3.1. Aspects de sécurité sociale.....	290
2.3.2. Traitement fiscal.....	292
3. Particularités en matière de plans d'options sur actions	292
3.1. Plans d'options sur parts de <i>sicav</i>	293
3.1.1. Comment fonctionne un plan d'options sur parts de <i>sicav</i> ?.....	293
3.1.2. Exemple.....	294
3.1.3. Conditions imposées par le Service des Décisions Anticipées (SDA).....	295
3.2. Plan de warrants/plan d'options court terme.....	297
3.2.1. Comment fonctionne un plan de warrants ?.....	298
3.2.2. Exemple.....	298
3.2.3. Conditions.....	299
3.3. Les options « miroirs ».....	299
3.3.1. Comment fonctionnent les options miroirs ?.....	300
3.3.2. Conditions d'application.....	301

3.3.3. Application du principe des options miroirs aux plans d'options de parts de sicav.....	301
3.4. Nouveauté : les plans d'options sans intermédiaire.....	302
3.4.1. Plans warrants sans banque.....	303
3.4.2. Plans long terme sans banque.....	304
3.4.3. Comparaison chiffrée des produits court et long terme (février 2020).....	306
4. Aspects de droit du travail.....	306
5. Les pièges à éviter.....	307
5.1. Être couvert par un ruling propre et/ou par une lettre de l'O.N.S.S. récente.....	307
5.2. Respecter la limite des 20 %.....	308
5.3. Ne pas transformer en plan warrants un droit acquis ou un avantage certain.....	308
5.4. Ne pas supprimer le risque financier dans le chef des bénéficiaires.....	309
5.5. La revente automatique dans les plans warrants.....	309

Chapitre 10

Outils IT (P.C., tablette, smartphone et Internet).....	311
1. Mise à disposition d'outils IT : P.C., tablette, smartphone et Internet.....	312
1.1. Principes de base.....	312
1.1.1. Utilisation privée.....	312
1.1.2. Usage strictement professionnel.....	312
1.1.3. Usage privé des installations dans les locaux professionnels.....	314
1.1.4. Travailleurs concernés.....	315
1.2. Traitement social et fiscal.....	315
1.2.1. Montants forfaitaires.....	316
1.2.2. Règles.....	316
1.2.3. Fiche fiscale (revenus 2023).....	320
1.3. Traitement fiscal dans le chef de l'employeur.....	321
1.3.1. Déductibilité.....	321
1.3.2. T.V.A.....	321
1.4. Aspects de droit du travail.....	322
1.5. Combinaison frais propres à l'employeur et mise à disposition d'un outil IT.....	323
1.6. Conseil.....	323
1.7. Mise à disposition d'un ensemble d'outils de télécommunication (« pack »).....	323
1.7.1. Aspects de sécurité sociale.....	324
1.7.2. Traitement fiscal.....	324
1.8. Mise à disposition d'outils IT par un tiers.....	324
1.9. Conservation du numéro de téléphone après la fin du contrat de travail.....	325
2. Plan P.C. privé.....	326
2.1. Traitement fiscal.....	326
2.1.1. Procédure.....	326
2.1.2. Montant exonéré.....	326

Les rémunérations alternatives – 2024

2.1.3. <i>Travailleurs visés – Plafond salarial</i>	327
2.1.4. <i>Conditions liées à l'exonération</i>	327
2.1.5. <i>Installation informatique requise</i>	327
2.1.6. <i>Période d'octroi de l'exonération de l'intervention</i>	328
2.1.7. <i>Fiche fiscale (revenus 2023)</i>	329
2.1.8. <i>Questions fréquemment posées</i>	329
2.2. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	332
2.3. <i>Aspects de droit du travail</i>	332
3. Modèles	332
3.1. <i>Convention de mise à disposition d'un ordinateur portable de société</i>	332
3.2. <i>Convention de mise à disposition d'une tablette de société</i>	337
3.3. <i>Convention relative à l'utilisation d'une connexion Internet</i>	342
3.4. <i>Convention de mise à disposition d'un smartphone (all inclusive)</i>	345
3.5. <i>Convention de mise à disposition d'une carte SIM (abonnement téléphonique et Internet mobile)</i>	351
3.6. <i>Déclaration relative à l'usage strictement professionnel de l'ordinateur portable (ou tablette) mis à disposition par l'employeur</i>	355
3.7. <i>Modèle de plan P.C. privé</i>	355

Chapitre 11

Participation des travailleurs au capital et prime bénéficiaire	357
1. Champ d'application	358
1.1. <i>Employeur</i>	358
1.2. <i>Bénéficiaires</i>	358
1.2.1. <i>Contrat de travail</i>	358
1.2.2. <i>Condition d'ancienneté</i>	358
1.2.3. <i>Exclusion des dirigeants d'entreprise</i>	359
1.3. <i>Formes possibles</i>	359
1.4. <i>Avantage collectif</i>	359
2. La prime bénéficiaire	359
2.1. <i>Définition</i>	359
2.2. <i>Initiative de l'employeur</i>	360
2.3. <i>Formes</i>	360
2.3.1. <i>Prime identique</i>	360
2.3.2. <i>Prime catégorisée</i>	360
2.4. <i>Instauration de la prime</i>	361
2.4.1. <i>Condition préalable</i>	361
2.4.2. <i>Prime bénéficiaire identique</i>	361
2.4.3. <i>Prime bénéficiaire catégorisée</i>	362
2.5. <i>Montant maximal des primes bénéficiaires</i>	365

2.6.	Rappel du caractère collectif et des règles de prorata	366
2.6.1.	Collectif	366
2.6.2.	Règles de prorata	366
2.7.	Modèles	368
2.7.1.	Modèle de convention collective instaurant une prime bénéficiaire catégorisée	368
2.7.2.	Modèle d'acte d'adhésion instaurant une prime bénéficiaire catégorisée	370
3.	Le plan de participation	372
3.1.	Définitions	372
3.2.	Initiative de l'employeur	372
3.3.	Instauration du plan	373
3.3.1.	Conditions préalables	373
3.3.2.	Procédure de concertation	373
3.4.	Montant maximal des participations	376
3.5.	Période d'indisponibilité	376
4.	La société coopérative de participation	377
4.1.	Notion	377
4.2.	Forme	378
4.3.	Période d'indisponibilité	378
4.4.	Mentions du plan de participation	379
5.	Le plan d'épargne d'investissement	379
6.	Traitement fiscal	380
6.1.	Dans le chef du travailleur	380
6.1.1.	Prime bénéficiaire	380
6.1.2.	Participations au capital	380
6.1.3.	Prime bénéficiaire dans le cadre d'un plan d'épargne d'investissement	380
6.1.4.	Base imposable	380
6.1.5.	Exigibilité de la taxe	381
6.1.6.	Redevables de la taxe	381
6.2.	Dans le chef de l'employeur	381
6.3.	Déclaration et paiement	381
6.3.1.	Délais de déclaration et de paiement	381
6.3.2.	Mode de déclaration	381
6.3.3.	Mode de paiement	382
6.4.	Fiche fiscale (revenus 2023) – Prime bénéficiaire	382
7.	Aspects de sécurité sociale	383
7.1.	Prime bénéficiaire	383
7.2.	Participations au capital	383
8.	Aspects de droit du travail	383
9.	Code pénal social	384

Pensions complémentaires	385
1. Assurances-groupe	386
1.1. <i>Types d'engagement de pension</i>	386
1.1.1. <i>Plans de pension sectoriels</i>	387
1.1.2. <i>Plans de pension d'entreprise</i>	387
1.1.3. <i>Promesse de pension individuelle ou engagement individuel de pension</i>	388
1.2. <i>Affiliation à un plan de pension complémentaire</i>	389
1.2.1. <i>Affiliation obligatoire</i>	389
1.2.2. <i>Interdiction de discrimination</i>	390
1.3. <i>Aspects pratiques des plans de pension complémentaire</i>	394
1.3.1. <i>Rendement garanti</i>	394
1.3.2. <i>Âge de versement de la pension complémentaire</i>	396
1.3.3. <i>Période d'attente</i>	396
1.3.4. <i>Seuil pour le transfert</i>	397
1.4. <i>Information</i>	397
1.4.1. <i>Rapport annuel</i>	397
1.4.2. <i>Informations individuelles</i>	397
1.4.3. <i>Informations au moment de l'affiliation (à partir du 1^{er} janvier 2026)</i>	398
1.4.4. <i>Informations au moment de la mise à la retraite (à partir du 1^{er} janvier 2025)</i>	398
1.4.5. <i>Accès pour le travailleur</i>	398
1.5. <i>Traitement fiscal</i>	399
1.5.1. <i>Contributions de l'employeur</i>	399
1.5.2. <i>Contributions des travailleurs</i>	400
1.5.3. <i>Prestations sous forme de capital</i>	401
1.5.4. <i>Prestations sous forme de rente</i>	405
1.5.5. <i>Tableau récapitulatif</i>	406
1.6. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	416
1.6.1. <i>Contributions de l'employeur : cotisation de base (8,86 %)</i>	416
1.6.2. <i>Contributions de l'employeur : cotisation Wijninckx</i>	417
1.6.3. <i>Prestations : cotisation sociale</i>	417
1.7. <i>Aspects de droit du travail</i>	419
2. Pension libre complémentaire pour les travailleurs salariés (P.L.C.S.)	420
2.1. <i>Cadre juridique</i>	421
2.2. <i>Initiative</i>	421
2.3. <i>Fonctionnement</i>	421
2.3.1. <i>Conclusion d'une convention de pension</i>	421
2.3.2. <i>Montant</i>	421
2.3.3. <i>Retenues sur le net</i>	423
2.3.4. <i>Versement</i>	423
2.3.5. <i>Information</i>	423

2.4. Fin de la continuation individuelle de plans collectifs	424
2.5. Traitement fiscal	424
2.5.1. Contributions	424
2.5.2. Taxe	424
2.5.3. Prestations	425
2.5.4. Fiche fiscale	425
2.6. Aspects de sécurité sociale	425
3. Remboursement d'une assurance pension complémentaire privée	425
3.1. Notion	425
3.2. Aspects de sécurité sociale	426
3.3. Traitement fiscal	426
3.3.1. Versement par l'employeur dans l'épargne-pension du travailleur	426
3.3.2. Remboursement au travailleur du montant versé dans l'épargne-pension	427
4. Tableau comparatif	427

Chapitre 13

Plan cafétéria	429
1. Définition	430
2. Formes possibles	430
3. Introduction du plan cafétéria	431
3.1. Consentement des parties	431
3.2. Instrument juridique	431
3.2.1. Convention collective de travail d'entreprise	431
3.2.2. Politique générale et convention individuelle	432
3.2.3. Règlement de travail	432
3.3. Respect de la hiérarchie des sources	432
3.4. Participation volontaire ou obligatoire des travailleurs	432
3.5. Obligation d'information	433
4. Règles à respecter	433
4.1. Réglementation antidiscrimination	433
4.2. Respect du salaire minimum mensuel garanti	433
4.3. Respect de la norme salariale	434
4.4. Mesures anti-abus	434
4.5. Respect des règles de conversion	435
5. Traitement social et fiscal	435
6. Valorisation des avantages	435
7. Exemples d'avantages qui peuvent se retrouver dans un plan cafétéria	436
7.1. Avantages à convertir	436
7.1.1. Le salaire brut	436
7.1.2. La prime de fin d'année	436

Les rémunérations alternatives – 2024

7.1.3. Le bonus individuel.....	436
7.1.4. La voiture de société et les autres avantages en nature.....	436
7.1.5. Les jours de congé extralégaux.....	437
7.1.6. Les primes diverses.....	437
7.1.7. Les remboursements de frais.....	437
7.2. Avantages à choisir.....	437
7.2.1. Les assurances et la santé.....	437
7.2.2. Les jours de congé supplémentaires.....	437
7.2.3. Les avantages en nature.....	438
7.2.4. Les warrants.....	438
7.2.5. La mobilité.....	438
7.2.6. La formation.....	439
7.2.7. Une carte avantage.....	439
7.2.8. La prime en liquide (solde).....	439
7.3. Avantages déconseillés.....	439
7.3.1. Généralités.....	439
7.3.2. Les allocations familiales extralégales.....	439
8. Le plan cafétéria dans le cadre des pensions complémentaires.....	440
9. Étapes et points d'attention.....	441

Chapitre 14

Prêt octroyé au travailleur.....	443
1. Aspects de sécurité sociale.....	444
2. Traitement fiscal.....	444
2.1. Prêt hypothécaire.....	444
2.1.1. Moment de l'obtention de l'avantage.....	444
2.1.2. Évaluation de l'avantage.....	445
2.2. Prêt non hypothécaire à terme convenu.....	446
2.2.1. Notions.....	446
2.2.2. Évaluation de l'avantage.....	446
2.3. Prêt non hypothécaire sans terme convenu.....	449
2.4. Exemple.....	450
2.5. Fiche fiscale (revenus 2023).....	451
2.6. Traitement fiscal dans le chef de l'employeur.....	451
3. Aspects de droit du travail.....	451

Chapitre 15

Primes diverses.....	453
1. Primes octroyées en raison d'un événement privé particulier.....	454
1.1. Prime de mariage ou de cohabitation légale.....	454
1.1.1. Montant exonéré socialement et fiscalement.....	454

1.1.2. Déductibilité dans le chef de l'employeur	454
1.1.3. Sanction	454
1.2. Prime d'ancienneté ou de jubilé	454
1.2.1. Montant exonéré socialement et fiscalement	454
1.2.2. Déductibilité dans le chef de l'employeur	460
1.2.3. Sanction	460
1.2.4. Tableau	460
1.3. Prime ou allocation de naissance	461
1.3.1. Aspects de sécurité sociale	461
1.3.2. Traitement fiscal	461
1.4. Décès : indemnité pour frais funéraires	462
1.4.1. Aspects de sécurité sociale	462
1.4.2. Traitement fiscal	462
1.5. Compléments avantages sociaux (maladie et maternité)	463
1.5.1. Aspects de sécurité sociale	463
1.5.2. Traitement fiscal	463
2. Primes octroyées en raison d'un événement professionnel particulier	464
2.1. Prime pour bonne idée	464
2.1.1. Aspects de sécurité sociale	464
2.1.2. Traitement fiscal	464
2.1.3. Déductibilité dans le chef de l'employeur	464
2.2. Prime en vue de lutter contre l'absentéisme – Prime d'assiduité	465
2.2.1. Aspects de sécurité sociale	465
2.2.2. Traitement fiscal	465
2.3. Primes uniques d'innovation	465
2.3.1. Champ d'application	466
2.3.2. Conditions relatives à l'innovation	466
2.3.3. Conditions relatives à la prime octroyée	469
2.3.4. Conditions relatives à la publicité du régime (procédure)	470
2.3.5. Formulaire	471
2.4. Prime exceptionnelle payée lors de la prise de pension	474
2.5. Prime récompensant l'apport d'un client	474
2.6. Complément aux vacances jeunes ou seniors	475
2.6.1. Vacances jeunes	475
2.6.2. Vacances seniors	475
2.6.3. Complément à un avantage social	475
2.6.4. Sort du complément payé par l'employeur aux vacances jeunes ou seniors	476
2.7. Remboursement d'une formation	476
2.8. Prime de recrutement	476
2.8.1. Aspects de sécurité sociale	476
2.8.2. Traitement fiscal	477

2.9. Prix attribués à un sportif rémunéré	477
2.9.1. Aspects de sécurité sociale	477
2.9.2. Traitement fiscal.....	478
3. Synthèse	478

Chapitre 16

Repas (diverses formules).....	481
1. Titres-repas	482
1.1. Titres-repas électroniques.....	482
1.2. Aspects de sécurité sociale.....	483
1.2.1. Conditions d'exonération.....	483
1.2.2. Calcul du nombre de titres-repas	486
1.2.3. Cas particuliers	493
1.3. Traitement fiscal.....	499
1.3.1. Dans le chef du travailleur	499
1.3.2. Dans le chef de l'employeur	499
1.4. Titres-repas accordés à des dirigeants d'entreprise indépendants.....	499
1.5. Modèles	501
1.5.1. Convention collective de travail concernant l'octroi de titres-repas électroniques....	501
1.5.2. Convention individuelle relative à l'octroi de titres-repas électroniques.....	505
2. Restaurant d'entreprise.....	509
2.1. Traitement fiscal.....	509
2.1.1. Dans le chef du travailleur	509
2.1.2. Dans le chef de l'employeur	510
2.2. Aspects de sécurité sociale.....	510
3. Cumul entre titres-repas et restaurant d'entreprise	511
3.1. Aspects de sécurité sociale.....	511
3.2. Traitement fiscal.....	513
4. Cumul entre titres-repas et frais de repas.....	514
4.1. Traitement fiscal.....	514
4.2. Aspects de sécurité sociale.....	515
4.2.1. Règle générale.....	515
4.2.2. Cas particuliers	516
5. Fourniture de repas	517
5.1. Aspects de sécurité sociale.....	517
5.2. Traitement fiscal.....	517
5.3. Cas particuliers.....	517
5.3.1. Indemnité de boisson	517
5.3.2. Distribution de fruits sur le lieu de travail.....	518
5.3.3. Distribution de noix et de fruits secs sur le lieu de travail	519
5.4. Cumul entre titres-repas et fourniture de repas.....	519

6. Tableau synthétique.....	521
7. Aspects de droit du travail.....	521

Chapitre 17

Santé du travailleur	523
1. Vaccinations.....	524
1.1. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	524
1.2. <i>Traitement fiscal</i>	524
1.2.1. <i>Dans le chef du travailleur</i>	524
1.2.2. <i>Dans le chef de l'employeur</i>	524
2. Assurance hospitalisation.....	524
2.1. <i>Traitement fiscal</i>	525
2.1.1. <i>Assurances visées</i>	525
2.1.2. <i>Régime fiscal des primes et prestations de certaines assurances collectives</i>	527
2.1.3. <i>Tableaux récapitulatifs</i>	530
2.1.4. <i>Prestations prises en charge par l'employeur</i>	532
2.1.5. <i>Assurance hospitalisation auprès d'une mutualité</i>	533
2.1.6. <i>Taxe assimilée aux timbres</i>	533
2.2. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	533
2.3. <i>Questions particulières</i>	534
2.3.1. <i>Remboursement d'une assurance hospitalisation</i>	534
2.3.2. <i>Interventions de chirurgie esthétique</i>	535
2.3.3. <i>Cotisations de mutuelle</i>	535
2.3.4. <i>Assurances multiples</i>	535
2.3.5. <i>Remboursement d'une franchise</i>	536
2.3.6. <i>Plan interne de frais médicaux</i>	536
2.3.7. <i>Check-up médical</i>	537
2.3.8. <i>Verres correcteurs et prothèses auditives</i>	537
2.3.9. <i>Assurance dentaire</i>	538
2.4. <i>Obligation d'information pour l'employeur</i>	538
2.4.1. <i>Droit de poursuite individuelle</i>	539
2.4.2. <i>Paiement de primes complémentaires</i>	541
2.4.3. <i>Modèles de communication par l'employeur</i>	541

Chapitre 18

Sport et culture	545
1. Chèques sport et culture.....	546
1.1. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	546
1.1.1. <i>Chèques sur support papier et sous forme électronique</i>	546
1.1.2. <i>Conditions spécifiques pour les chèques sport et culture électroniques</i>	547

Les rémunérations alternatives – 2024

1.2. Traitement fiscal	547
1.2.1. Dans le chef du travailleur	547
1.2.2. Dans le chef de l'employeur	548
1.3. Chèques sport et culture sous forme électronique	548
1.4. Modèles	549
1.4.1. Convention collective de travail concernant l'octroi de chèques sport et culture électroniques	549
1.4.2. Convention individuelle concernant l'octroi de chèques sport et culture électroniques	551
2. Abonnements ou billets d'entrée à des manifestations culturelles	554
2.1. Aspects de sécurité sociale	554
2.2. Traitement fiscal	554
2.2.1. Dans le chef du travailleur	554
2.2.2. Dans le chef de l'employeur	555
3. Chèques-cadeaux octroyés dans le domaine du sport et de la culture	555
4. Cumul chèques-cadeaux et chèques sport et culture	555
5. Mise à disposition d'infrastructures sportives	556
5.1. Utilisation gratuite d'une infrastructure sportive appartenant à l'employeur	556
5.1.1. Aspects de sécurité sociale	556
5.1.2. Traitement fiscal	556
5.2. Utilisation gratuite d'une infrastructure sportive externe	557
5.2.1. Aspects de sécurité sociale	557
5.2.2. Traitement fiscal	558

Chapitre 19

Tarifs avantageux sur des produits ou services de l'entreprise	559
1. Aspects de sécurité sociale	560
1.1. Généralités	560
1.2. Cas particuliers	561
1.2.1. Situation des franchisés	561
1.2.2. Prestataires externes : produits et services à prix réduit	561
1.2.3. Tarif avantageux versus outil de travail	562
2. Traitement fiscal	562
2.1. Dans le chef du travailleur	562
2.1.1. Conditions générales	563
2.1.2. Conditions propres aux réductions de prix	563
2.2. Dans le chef de l'employeur	563
2.3. Décisions anticipées intéressantes	563
2.3.1. Acquisition à un prix avantageux d'un logiciel informatique	563
2.3.2. Réduction et montant limite	564
3. Aspects de droit du travail	564

Transport : la voiture de société	565
1. Traitement fiscal	566
1.1. <i>Notion d'usage privé</i>	566
1.1.1. <i>Généralités</i>	566
1.1.2. <i>Lieu fixe de travail</i>	567
1.1.3. <i>Déplacements professionnels</i>	567
1.1.4. <i>Mise à disposition d'un tiers</i>	568
1.1.5. <i>Synthèse</i>	569
1.2. <i>Évaluation de l'avantage</i>	570
1.2.1. <i>Évaluation forfaitaire</i>	570
1.2.2. <i>Émission de CO₂</i>	572
1.2.3. <i>Valeur catalogue</i>	578
1.3. <i>Réduction de l'avantage</i>	585
1.3.1. <i>Proratisation</i>	585
1.3.2. <i>Suspensions de contrat de travail</i>	587
1.3.3. <i>Cas des absences de longue durée</i>	588
1.3.4. <i>Véhicule utilisé uniquement pour les déplacements domicile-lieu de travail</i>	588
1.3.5. <i>Intervention du travailleur</i>	588
1.4. <i>Mise à disposition de différents véhicules</i>	595
1.4.1. <i>En cours d'année</i>	595
1.4.2. <i>Mise à disposition d'une voiture de remplacement</i>	597
1.4.3. <i>Perte temporaire de l'utilisation du véhicule pour cause d'entretien ou de réparation</i>	597
1.4.4. <i>Véhicule de transition</i>	597
1.5. <i>Mise à disposition de plusieurs véhicules</i>	599
1.5.1. <i>Contrats de leasing « 6 roues »</i>	599
1.5.2. <i>Pool de véhicules</i>	600
1.5.3. <i>Entreprise de garage</i>	600
1.6. <i>Salary split</i>	601
1.7. <i>Utilisation du véhicule après contrat de travail</i>	601
1.8. <i>Types de véhicules</i>	601
1.8.1. <i>Voitures, voitures mixtes et minibus</i>	601
1.8.2. <i>Camionnettes</i>	602
1.8.3. <i>Microvoitures</i>	605
1.9. <i>Véhicule électrique ou hybride et frais d'électricité</i>	605
1.9.1. <i>Voiture de société électrique ou hybride sans intervention dans les frais d'électricité</i>	605
1.9.2. <i>Voiture de société électrique ou hybride et recharge chez l'employeur</i>	605
1.9.3. <i>Voiture de société électrique ou hybride, point de recharge à disposition au domicile et remboursement du courant utilisé pour recharger la voiture</i>	606

Les rémunérations alternatives – 2024

1.9.4. Voiture de société électrique ou hybride et intervention dans les frais d'électricité.....	610
1.10. Précompte professionnel	612
1.11. Fiches individuelles et relevés récapitulatifs (revenus 2023).....	612
1.11.1. Travailleurs (fiche 281.10).....	613
1.11.2. Dirigeant d'entreprise (fiche 281.20).....	614
1.11.3. Ex-travailleur.....	614
1.12. Déductibilité.....	615
1.12.1. Date d'acquisition.....	615
1.12.2. Voitures essence et diesel (moteur à combustion)	616
1.12.3. Voitures entièrement électriques	618
1.12.4. Voitures hybrides	618
1.12.5. Impôt des personnes morales.....	619
1.12.6. Dépenses non admises	619
1.13. Bornes de recharge.....	621
1.13.1. Au niveau des particuliers.....	621
1.13.2. Au niveau des entreprises	621
1.14. T.V.A.	622
1.15. Achat du véhicule par le travailleur ou l'ex-travailleur	622
1.16. Obligation d'information.....	622
2. Aspects de sécurité sociale	623
2.1. Cotisation de solidarité	623
2.1.1. Généralités.....	623
2.1.2. Travailleurs intérimaires	623
2.2. Notion d'usage privé et de déplacements domicile-lieu de travail	624
2.2.1. Véhicule utilitaire	624
2.2.2. Déplacements domicile-lieu de travail.....	624
2.2.3. Résumé	625
2.3. Calcul de la cotisation	625
2.3.1. Formule.....	625
2.3.2. Émission de CO ₂	627
2.3.3. Cas particuliers	627
2.3.4. Caractère forfaitaire	628
2.4. Véhicules visés.....	628
2.4.1. Catégories M1 et N1.....	628
2.4.2. Véhicule avec une plaque marchande (plaque Z)	629
2.4.3. Véhicule type pool car	629
2.4.4. Plaque minéralogique étrangère	630
2.4.5. Leasing au nom du travailleur et remboursement par l'employeur.....	630
2.5. Présomption réfragable.....	630
2.5.1. Comment l'employeur doit-il apporter cette preuve ?	630

2.5.2. Quelles sont les mesures concrètes que l'employeur peut prendre et qui peuvent servir d'éléments de preuve ?	631
2.5.3. Véhicules utilitaires	632
2.6. Déclaration et perception de la cotisation de solidarité	632
2.7. Sanctions	632
2.8. Déductibilité de la cotisation de solidarité	634
2.9. Utilisation du véhicule avant ou après contrat de travail	634
2.10. Achat du véhicule par le travailleur ou l'ex-travailleur	635
2.11. Véhicule électrique ou hybride et frais d'électricité	635
2.11.1. Voiture de société électrique ou hybride sans intervention dans les frais d'électricité	635
2.11.2. Voiture de société électrique ou hybride et recharge chez l'employeur	635
2.11.3. Voiture de société électrique ou hybride, point de recharge à disposition au domicile et remboursement du courant utilisé pour recharger la voiture	635
2.11.4. Voiture de société électrique ou hybride et intervention dans les frais d'électricité	636
3. Schémas récapitulatifs	636
3.1. Usage privé de la voiture de société (2024)	636
3.2. Véhicules ordinaires/utilitaires	638
3.3. Véhicules électriques ou hybrides et frais d'électricité	638
4. Aspects de droit du travail	639
4.1. La suspension du contrat de travail	639
4.1.1. Suspension totale du contrat de travail	639
4.1.2. Réduction des prestations de travail	640
4.2. La fin du contrat de travail	641
4.2.1. La prestation d'un délai de préavis	641
4.2.2. Le paiement d'une indemnité de préavis	641
4.2.3. Le licenciement pour motif grave	643
4.2.4. Restitution de la voiture de société	643
4.3. Responsabilité du travailleur	644
4.3.1. La responsabilité civile	644
4.3.2. La responsabilité pénale	645
4.4. La restitution du véhicule de société réclamée par l'employeur pendant l'exécution du contrat	650
4.5. Véhicule de société étrangère : documents à bord	651
4.6. Entretien et nettoyage de la voiture de société	651
4.7. Interdiction de fumer et voiture de société	652
5. Voiture de société et déplacements domicile-lieu de travail	652
5.1. Obligation d'utiliser la voiture de société ?	652
5.2. Pas d'obligation d'intervention dans les frais de déplacements domicile-lieu de travail	653

Les rémunérations alternatives – 2024

5.3. Cumul voiture de société et abonnement social.....	653
5.3.1. Traitement fiscal.....	653
5.3.2. Aspects de sécurité sociale	654
5.4. Cumul voiture de société et indemnité vélo.....	654
5.4.1. Traitement fiscal.....	654
5.4.2. Aspects de sécurité sociale	655
5.5. Cumul voiture de société et vélo de société	655
5.5.1. Traitement fiscal.....	655
5.5.2. Aspects de sécurité sociale	655
5.6. Cumul voiture de société et voiture privée	656
5.6.1. Traitement fiscal.....	656
5.6.2. Aspects de sécurité sociale	656
6. Mise à disposition d'une carte essence/borne de chargement	656
6.1. Carte essence.....	656
6.1.1. Le travailleur dispose d'une voiture personnelle	656
6.1.2. Le travailleur dispose d'une voiture de société	657
6.2. Borne de chargement sur le lieu de travail	657
6.2.1. Le travailleur dispose d'une voiture personnelle	657
6.2.2. Le travailleur dispose d'une voiture de société	659
7. Modèles.....	659
7.1. Convention de mise à disposition d'une voiture de société – Car policy	659
7.2. Convention de mise à disposition d'une voiture de société (véhicule hybride) – Car policy	667
7.3. Convention de mise à disposition d'une voiture de société (véhicule électrique) – Car policy.....	677
7.4. Convention d'interdiction d'utilisation des véhicules appartenant à la société pour des fins privées	686
7.5. Convention de mise à disposition d'une carte essence.....	687

Chapitre 20/2

Transport : les alternatives à la voiture de société	689
1. La moto de société.....	690
1.1. Traitement fiscal.....	690
1.2. Aspects de sécurité sociale.....	690
2. Le vélo de société.....	690
2.1. Traitement social et fiscal.....	690
2.1.1. Vélos concernés.....	691
2.1.2. Cumul avec d'autres indemnités.....	692
2.1.3. Vélo électrique et borne de chargement	693
2.1.4. Fiche fiscale	693
2.2. Déductibilité dans le chef de l'employeur	695

2.3. Cas particulier : achat d'un vélo par l'employeur et remboursement par le travailleur.....	695
2.4. Leasing vélo comme avantage en nature.....	696
2.4.1. Notion.....	696
2.4.2. Financement du leasing.....	697
2.4.3. Calcul de la retenue (opération neutre).....	697
2.4.4. Formalités à accomplir.....	697
2.4.5. Traitement social et fiscal.....	697
2.4.6. Sort du vélo à la fin du contrat de leasing et à la fin du contrat de travail.....	698
3. La trottinette de société.....	698
3.1. Traitement fiscal.....	698
3.2. Aspects de sécurité sociale.....	698
4. Comparaison : voiture, moto, vélo.....	699
5. Le budget mobilité.....	700
5.1. Principe général.....	701
5.2. Procédure d'instauration du budget mobilité.....	701
5.2.1. Initiative de l'employeur.....	701
5.2.2. Demande du travailleur.....	701
5.2.3. Décision finale de l'employeur.....	702
5.2.4. Conclusion d'un écrit.....	702
5.2.5. Sanction.....	703
5.3. Conditions préalables à respecter.....	703
5.3.1. Dans le chef de l'employeur.....	703
5.3.2. Dans le chef du travailleur.....	704
5.3.3. Pas en remplacement.....	705
5.3.4. Respect de la norme salariale.....	706
5.4. Montant du budget mobilité.....	706
5.4.1. Montant de base : TCO.....	706
5.4.2. Montant annuel.....	715
5.4.3. Montant individuel.....	716
5.4.4. Quid dans l'hypothèse du travailleur éligible à une voiture de société ?.....	716
5.4.5. Droit à une voiture de société, mais choix d'une catégorie inférieure.....	717
5.4.6. Entrée dans le système en cours d'année.....	718
5.4.7. Influence d'une occupation à temps partiel au moment de l'entrée dans le système.....	718
5.4.8. Variation du montant.....	719
5.4.9. Durée.....	721
5.5. Fonctionnement du budget mobilité.....	722
5.5.1. Pilier 1 : voiture de société respectueuse de l'environnement.....	722
5.5.2. Pilier 2 : mode de transport durable.....	733
5.5.3. Pilier 3 : solde.....	745
5.6. Gestion du budget mobilité.....	746

Les rémunérations alternatives – 2024

5.6.1.	Compte mobilité	746
5.6.2.	Informations	747
5.6.3.	Pièces justificatives (pilier 2)	748
5.6.4.	Situations possibles de remboursement	748
5.6.5.	Conservation des données	749
5.7.	Aspects de sécurité sociale	749
5.7.1.	Pilier 1 : voiture de société	749
5.7.2.	Pilier 2 : mode de transport durable	749
5.7.3.	Pilier 3 : solde	750
5.8.	Traitement fiscal	750
5.8.1.	Dans le chef du travailleur	750
5.8.2.	Dans le chef de l'employeur	750
5.8.3.	Fiche fiscale (revenus 2023)	750
5.9.	Conséquence du budget mobilité : déplacements domicile-lieu de travail	751
5.9.1.	Suppression de l'obligation d'intervention	751
5.9.2.	Cumul budget mobilité et indemnité déplacements domicile-lieu de travail	751
5.10.	Aspects de droit du travail	754
5.10.1.	Suspension du contrat de travail	754
5.10.2.	Fin du contrat de travail	755
5.10.3.	Budget mobilité et indemnité kilométrique pour déplacements professionnels	755
5.11.	Cas particulier : travailleur disposant de plusieurs voitures de société	755
5.12.	Sanction	756
5.13.	Transfert conventionnel d'entreprise (C.C.T. n° 32bis)	756
6.	Tableau budget mobilité	756
6.1.	Règles de base	756
6.2.	Régime social et fiscal	757
6.3.	Exemple chiffré	757
6.3.1.	Données	757
6.3.2.	Calcul budget mobilité sur base réelle	758
6.3.3.	Calcul budget mobilité sur base forfaitaire	759
7.	Modèles	759
7.1.	Convention de mise à disposition d'un vélo de société	759
7.2.	Budget mobilité	763
7.2.1.	Politique générale	763
7.2.2.	Accusé de réception	769
7.2.3.	Convention d'octroi d'un budget mobilité	769
7.2.4.	Demande de budget mobilité par le travailleur (par lettre ou par email)	773
7.2.5.	Communication au travailleur du mode de calcul du budget mobilité et de son montant (lettre ou email)	774
7.2.6.	Accord de l'employeur sur la demande du travailleur (lettre ou email)	776

Transport : déplacements domicile-lieu de travail et TCO	777
1. Frais de déplacement domicile-lieu de travail	778
1.1. <i>Principe : obligation d'intervention de l'employeur</i>	778
1.1.1. <i>Transport par chemin de fer</i>	778
1.1.2. <i>Autres moyens de transport public (bus, métro, tram)</i>	779
1.1.3. <i>Transports en commun publics combinés</i>	780
1.1.4. <i>Transport privé</i>	780
1.1.5. <i>Transport par vélo</i>	780
1.1.6. <i>Transport avec une trottinette (électrique ou non)</i>	783
1.1.7. <i>Transport à pied</i>	783
1.1.8. <i>Transport effectué en bateau-bus</i>	783
1.1.9. <i>Transports en commun publics effectués à l'étranger</i>	784
1.2. <i>Traitement fiscal</i>	784
1.2.1. <i>Transport par chemin de fer</i>	785
1.2.2. <i>Autres moyens de transport public (bus, métro, tram)</i>	785
1.2.3. <i>Transports en commun publics combinés</i>	785
1.2.4. <i>Transport privé (montant 2024)</i>	785
1.2.5. <i>Transport par vélo</i>	786
1.2.6. <i>Transport avec une trottinette (électrique ou non)</i>	790
1.2.7. <i>Transport à pied</i>	790
1.2.8. <i>Transports effectués en bateau-bus</i>	790
1.2.9. <i>Traitement fiscal dans le chef de l'employeur</i>	791
1.2.10. <i>Tableau récapitulatif</i>	791
1.3. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	792
1.3.1. <i>Transport par chemin de fer</i>	793
1.3.2. <i>Autres moyens de transport public (bus, métro, tram)</i>	793
1.3.3. <i>Transports en commun publics combinés</i>	793
1.3.4. <i>Transport privé</i>	793
1.3.5. <i>Transport par vélo</i>	794
1.3.6. <i>Transport avec une trottinette (électrique ou non)</i>	796
1.3.7. <i>Transport à pied</i>	796
1.4. <i>Tableau récapitulatif</i>	797
1.4.1. <i>Tous les types de transport</i>	797
1.4.2. <i>Transport vélo et obligations sectorielles</i>	797
2. Transport collectif organisé/TCO (covoiturage)	798
2.1. <i>Traitement fiscal</i>	798
2.1.1. <i>Véhicule privé</i>	798
2.1.2. <i>Véhicule mis à disposition par l'employeur</i>	800
2.1.3. <i>Schéma récapitulatif</i>	801
2.1.4. <i>Déclaration dans la fiche fiscale 281.10 (revenus 2023)</i>	804

Les rémunérations alternatives – 2024

2.1.5. Déductibilité dans le chef de l'employeur	805
2.2. Aspects de sécurité sociale	805
2.2.1. Véhicule privé	805
2.2.2. Véhicule de société	806
2.3. Modèles	809
2.3.1. Convention de transport collectif organisé (conducteur et passager)	809
2.3.2. Annexe à la convention de transport collectif organisé – Dispositions pratiques (conducteur)	810
2.3.3. Annexe à la convention de transport collectif – Dispositions pratiques	812

Chapitre 21

Norme salariale	815
1. La norme salariale	816
1.1. Base légale et raison d'être	816
1.2. Procédure	817
1.3. Normes salariales depuis 1996	818
1.4. Norme salariale pour 2023-2024	819
1.5. Attitude du secteur versus attitude de l'employeur	819
2. Champ d'application de la norme salariale	820
3. Notion de coût salarial	820
4. Calcul de la norme salariale	821
4.1. Coût salarial moyen	821
4.1.1. Définition	821
4.1.2. Application	821
4.2. Méthode de calcul	822
4.3. Valeur des avantages en nature	822
4.4. Dépassement par convention	823
5. Éléments exclus de la notion de coût salarial	823
5.1. Exclusions légales	823
5.1.1. Indexations et augmentations barémiques	823
5.1.2. Participations au capital et primes bénéficiaires	824
5.1.3. Accroissement de l'effectif du personnel	824
5.1.4. Cotisations versées dans le cadre des régimes de pension sociaux	824
5.1.5. Primes uniques d'innovation	825
5.1.6. Frais propres à l'employeur	825
5.1.7. Mesures spécifiques	825
5.2. Autres exclusions	825
5.2.1. Sursalaires	826
5.2.2. Promotions, bonus et commissions	826
5.2.3. Avantages non récurrents liés aux résultats	826
5.2.4. Modification de commission paritaire ou transfert d'entreprise	826

5.2.5. Application de la réglementation ou mesures publiques	827
5.2.6. Réorganisation du travail	827
5.2.7. Une politique de rémunération neutre sur le plan du genre et de l'âge	827
6. Contrôles et sanctions	827
6.1. Au niveau sectoriel	827
6.2. Au niveau de l'employeur	828
7. Essai de synthèse	828

Chapitre 22

Rémunérations alternatives : synthèses	833
1. Tableau comparatif des avantages selon leur traitement social et fiscal.	834
2. Tableau comparatif: titres-repas / éco-chèques / chèques sport et culture / chèques-cadeaux	838
3. Tableau comparatif des différentes primes à octroyer aux travailleurs	840
3.1. Règles	840
3.2. Exemple chiffré (2024)	844